



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – août 2020

Sommaire

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 808 684,50 \$

Date d'octroi du contrat : 27 juin 2019

Date de livraison : 7 octobre 2020

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English

Canada 

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de quatorze groupes de discussion en ligne organisés entre le 4 et le 27 août 2020 dans de nombreuses localités du pays, en Ontario, au Québec,

dans les Prairies, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Les discussions de groupe tenues durant ce cycle, qui avaient pour toile de fond la réouverture toujours en cours de plusieurs provinces canadiennes et l'annonce des plans pour la rentrée scolaire, ont surtout porté sur la COVID-19. La recherche a permis d'analyser en détail une foule de sujets connexes, dont les nouvelles entendues au sujet de la pandémie et de la réponse du gouvernement du Canada, les effets concrets de la crise sur les Canadiens et l'évolution de leurs comportements, et les points d'intersection de la COVID-19 et de l'économie, notamment les aides financières publiques et la transition de la PCU à l'AE. Certains groupes représentant des segments précis de la population (parents, immigrants, aînés ou jeunes adultes, par exemple) se sont aussi penchés sur des enjeux qui les touchaient directement. Ce cycle a été l'occasion de tester, auprès de jeunes adultes et d'autres groupes, plusieurs concepts créatifs soulignant l'importance de freiner la propagation du virus, pour jauger la réceptivité des participants aux concepts et recueillir des commentaires sur leur efficacité.

Outre les questions liées à la pandémie, la discussion a englobé d'autres sujets, tels que l'emploi jeunesse, la tarification du carbone, l'immigration, les services de police contractuels, la crise des opioïdes et l'activisme gouvernemental.

Il convient de souligner que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Résidents canadiens de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés en fonction du lieu.
- Certains groupes se composaient de répondants appartenant à des sous-groupes de la population, par exemple de jeunes adultes âgés de 18 à 24 ans, des parents ayant des enfants d'âge scolaire, des aînés âgés de 55 ans ou plus et des immigrants établis au Canada depuis moins de dix ans.

Approche détaillée

- Quatorze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Trois groupes de discussion se composaient de membres de la population générale habitant respectivement dans les régions suivantes : les villes de l'Ontario limitrophes de la frontière américaine, les Cantons-de-l'Est du Québec et l'Intérieur de la Colombie-Britannique.
- Les onze autres groupes réunissaient des participants appartenant à des sous-groupes particuliers, soit : de jeunes adultes de l'Est de l'Ontario, du Québec, de Calgary et de la Colombie-Britannique;

des parents de petites villes, de villes rurales et de villes du Nord de l'Ontario, de Vancouver et du Québec; des aînés de petites villes et de villes de taille moyenne des Prairies; ainsi que des immigrants de la région du Golden Horseshoe de l'Ontario et de Montréal.

- Les discussions de groupe du Québec se sont déroulées en français, alors que toutes les autres ont eu lieu en anglais.
- Pour ce cycle, toutes les rencontres ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe, afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 95 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a perçu des honoraires de 90 \$ pour son temps.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Ontario – régions de l'Est	1	Anglais	4 août	18 h-20 h	Jeunes adultes (18 à 24 ans)	8
Ontario – Golden Horseshoe	2	Anglais	5 août	18 h-20 h	Immigrants vivant au Canada depuis moins de 10 ans	7
Québec	3	Français	6 août	18 h-20 h	Jeunes adultes (18 à 24 ans)	6
Intérieur de la Colombie-Britannique	4	Anglais	10 août	20 h-22 h	Jeunes adultes (18 à 24 ans)	3
Calgary	6	Anglais	11 août	19 h-21 h	Jeunes adultes (18 à 24 ans)	8
Colombie-Britannique	14	Anglais	11 août	20 h-22 h	Jeunes adultes (18 à 24 ans)	7
Ontario – villes frontalières	5	Anglais	12 août	17 h 30-19 h 30	Population générale	6
Montréal – GRM	13	Français	13 août	18 h-20 h	Immigrants vivant au Canada depuis moins de 10 ans	7
Prairies	7	Anglais	17 août	18 h 30-20 h 30	Aînés (55 ans+)	6
Ontario – petites villes, villes rurales et villes du Nord	10	Anglais	18 août	17 h 30-19 h 30	Parents (enfants prénatale à 6 ^e année)	6
Québec – Cantons-de-l'Est	9	Français	19 août	18 h-20 h	Population générale	8
Vancouver	11	Anglais	24 août	19 h-20 h	Parents (enfants prénatale à 6 ^e année)	8
Intérieur de la Colombie-Britannique	8	Anglais	25 août	20 h-22 h	Population générale	8
Québec	12	Français	27 août	17 h 30-19 h 30	Parents (enfants secondaire 1 à 5)	7
Nombre total de participants						95

Principales constatations

Partie I : Conclusions relatives à la COVID-19

La COVID-19 dans l'actualité (jeunes adultes de l'Est de l'Ontario, immigrants de la région du Golden Horseshoe de l'Ontario, villes frontalières Ontario-États-Unis, immigrants de la GRM, aînés de petites villes et de villes de taille moyenne des Prairies, parents de petites villes, de villes rurales et de villes du Nord de l'Ontario, Cantons-de-l'Est du Québec, parents de Vancouver, Intérieur de la Colombie-Britannique, parents de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec)

En août, la plupart des participants se tenaient encore au courant des nouvelles au sujet de la COVID-19. Ils s'intéressaient tout particulièrement aux mises à jour sur le nombre de cas, en hausse dans certaines régions et en baisse ailleurs, et sur les taux d'infection élevés constatés aux États-Unis. Ils avaient entendu parler d'un vaccin en développement en Russie et avaient retenu divers renseignements, parfois contradictoires, sur la réouverture des écoles.

Perceptions de la réponse du gouvernement du Canada à la COVID-19 (jeunes adultes de l'Est de l'Ontario, immigrants de la région du Golden Horseshoe de l'Ontario, immigrants de la GRM, Cantons-de-l'Est du Québec)

La réponse du gouvernement du Canada face à la pandémie a suscité des commentaires favorables chez la plupart des participants, qui la jugeaient généralement appropriée. Les participants ont fait l'éloge du gouvernement fédéral pour ses mesures fermes prises dès le début de la pandémie, notamment la mise en œuvre de directives visant à endiguer la propagation du virus et la prestation d'une aide financière rapide aux Canadiens qui en avaient besoin. Du côté des critiques, les plus courantes avaient trait au fait d'avoir attendu pour fermer les frontières internationales et pour encourager le port du masque partout au pays.

Connaissance de l'application Alerte COVID (villes frontalières Ontario-États-Unis, parents de petites villes, de villes rurales et de villes du Nord de l'Ontario)

Dans les deux groupes où l'on a abordé ce sujet, plus de la moitié des participants avaient entendu parler de l'application Alerte COVID et étaient en mesure de donner quelques précisions sur son fonctionnement. Peu de participants, en revanche, ont dit avoir téléchargé l'application. Ceux qui l'avaient fait étaient motivés par la possibilité de savoir s'ils avaient été exposés au virus. Le but de l'application et son fonctionnement ne leur posaient généralement pas problème. Ceux qui ne l'avaient pas téléchargée, ou qui ne voulaient pas le faire, ont exprimé plusieurs motifs de préoccupation. Ils s'inquiétaient que l'application permette de suivre leurs déplacements ou qu'elle les oblige à activer leurs services de localisation. Après avoir reçu des éclaircissements sur son fonctionnement, de nombreux participants qui ne connaissaient pas l'application ou avaient des réserves à son égard se

sont dits intéressés à en savoir plus et ont reconnu l'intérêt d'être avisés en cas d'exposition possible, surtout maintenant que les écoles et les bureaux s'apprêtaient à rouvrir leurs portes. Tous les participants ont convenu que l'application était un outil efficace pour ralentir la propagation de la COVID-19, car elle permettait aux personnes exposées au virus de se faire tester plus rapidement.

Enjeux canado-américains (jeunes adultes de l'Est de l'Ontario, immigrants de la région du Golden Horseshoe de l'Ontario, villes frontalières Ontario-États-Unis, immigrants de la GRM, aînés de petites villes et de villes de taille moyenne des Prairies, parents de petites villes, de villes rurales et de villes du Nord de l'Ontario, Cantons-de-l'Est du Québec)

Beaucoup de participants se rappelaient avoir entendu des nouvelles concernant la frontière américaine et d'autres grands sujets d'actualité aux États-Unis, comme la prochaine élection présidentielle. Lorsqu'on leur a posé la question, la plupart ont aussi indiqué avoir entendu parler des tarifs douaniers sur l'aluminium. D'après les perceptions des participants, les autorités canadiennes avaient vivement condamné les agissements du gouvernement américain. Les résidents des Cantons-de-l'Est étaient les plus partagés en ce qui concerne la gestion de cet enjeu par le gouvernement du Canada. Certains ont salué son action rapide; d'autres estimaient que la réponse du Canada ne suffirait pas à faire lever les droits de douane ou à produire des effets punitifs équivalents.

Changements de comportement (jeunes adultes de l'Est de l'Ontario, jeunes adultes du Québec, jeunes adultes de l'Intérieur de la Colombie-Britannique, jeunes adultes de Calgary, jeunes adultes de la Colombie-Britannique, villes frontalières Ontario-États-Unis, aînés de petites villes et de villes de taille moyenne des Prairies, parents de petites villes, de villes rurales et de villes du Nord de l'Ontario, Cantons-de-l'Est du Québec, parents de Vancouver, Intérieur de la Colombie-Britannique, parents de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec)

Vue d'ensemble

Au cours du mois d'août, les participants avaient remarqué des changements dans leurs comportements et ceux des autres, comme le fait que les gens circulaient davantage et que le nombre de touristes de l'extérieur de la province augmentait. Ils ont attribué ces changements à la fatigue du confinement, ajoutant que les consignes sur la distanciation sociale et le port du masque tendaient à être moins respectées. Ces changements leur semblaient en partie inévitables, peut-être même nécessaires pour favoriser l'activité économique et une bonne santé mentale.

En ce qui concerne l'évolution des habitudes personnelles, les réponses étaient variées. Beaucoup de participants ont dit qu'ils quittaient plus souvent leur domicile, à leur grand soulagement. La plupart avaient élargi leur cercle social et étaient plus à l'aise de sortir, notamment pour passer du temps à l'extérieur, assis à une terrasse par exemple. En parallèle, les commentaires des jeunes adultes ont révélé une tendance, dans ce groupe démographique, à relâcher leur vigilance à l'égard des mesures de prévention de la COVID-19, surtout en présence d'alcool. Dans tous les groupes, de nombreux participants ont signalé qu'ils utilisaient plus souvent du désinfectant pour les mains, portaient le

masque, évitaient les foules et suivaient toutes les précautions demandées dans les commerces et au travail.

Certains ont mentionné que leurs activités récréatives avaient changé. Plus de gens pratiquaient des activités de plein air et quelques personnes avaient adopté de nouveaux passe-temps et loisirs, par exemple la couture ou des projets créatifs.

Le sérieux avec lequel les participants prenaient des précautions personnelles variait d'un groupe à l'autre. Alors que certains participants ne croyaient absolument pas à l'utilité des masques, d'autres trouvaient qu'il aurait fallu les porter dès les premiers temps de la pandémie.

Tous groupes confondus, seule une poignée de participants ont indiqué que leurs comportements avaient peu ou pas changé depuis le début de la pandémie, pour diverses raisons. Plusieurs pensaient qu'en réalité le risque n'avait pas diminué et que la réouverture était surtout motivée par des motifs économiques. D'autres ont expliqué qu'ils se montraient plus prudents parce qu'ils côtoyaient une personne handicapée ou immunodéprimée. Enfin, pour quelques participants qui se décrivaient comme des introvertis, la pandémie n'avait guère modifié leur routine, puisqu'ils sortaient généralement peu de toute manière.

Dans l'ensemble des groupes, la plupart des participants s'inquiétaient à la perspective d'une deuxième vague, comme conséquence possible des phases de réouverture franchies durant l'été. Ils ne s'inquiétaient pas tant de tomber malades eux-mêmes, mais étaient conscients que le virus pouvait toucher des personnes de tous les âges. L'enjeu de la santé mentale a également retenu l'attention, les participants redoutant les conséquences, si deuxième vague il y avait, d'interactions sociales raréfiées.

Aînés (aînés de petites villes et de villes de taille moyenne des Prairies)

Les participants du groupe d'aînés ont exprimé une attitude et une approche plus prudentes. La plupart ont indiqué qu'ils ne se déplaçaient pas à l'extérieur de leur région et qu'ils étaient peu enclins à fréquenter des lieux publics ou à participer à des activités publiques (p. ex., bibliothèques et festivals). Quelques personnes continuaient d'assister à des services religieux, mais réservaient leur siège. D'autres ont mentionné les restrictions sur les restaurants et beaucoup ont dit préférer trouver leur bonheur chez eux. Quelques aînés ont fait remarquer que leur vie avait peu changé et qu'ils étaient déjà habitués au calme et à l'isolement de la vie à la campagne.

Invités à dire s'ils sentaient que leur âge les rendait plus vulnérables, la majorité a répondu que non. Les participants ont vanté les mérites du système de santé canadien et souligné qu'ils se tenaient en forme et menaient une vie active. Dans leur optique, l'aspect le plus difficile de la pandémie avait été l'isolement social, surtout le fait d'être séparés de leur famille. Le confinement à la maison, en définitive, s'était révélé plus facile qu'ils s'y attendaient, notamment grâce aux plateformes de vidéoconférence comme FaceTime et Zoom.

Parents (parents de petites villes, de villes rurales et de villes du Nord de l'Ontario, parents de Vancouver, parents de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec)

En règle générale, les parents semblaient beaucoup plus prudents que les jeunes adultes, mais également plus enclins à élargir leur cercle que les aînés. Les changements de comportement dans ce groupe étaient surtout motivés par la nécessité de travailler tout en assumant la responsabilité quotidienne des enfants et la préparation de leur rentrée scolaire. Les participants s'étaient habitués au port du masque, mais maintenant que la réouverture des écoles approchait, ils s'attendaient à ce que leur cercle s'élargisse et ne voyaient donc aucune raison de ne plus emmener les enfants à des terrains de jeux ou d'autres installations récréatives. Plusieurs parents ont signalé qu'ils n'utilisaient plus les transports en commun, en partie sous l'effet de la transition vers le télétravail. Et certains participants faisaient davantage de magasinage en ligne, pour éviter de fréquenter les magasins de détail.

La plupart ont dit avoir fortement limité leurs sorties et leurs interactions sociales au printemps, mais avoir quelque peu relâché leur vigilance durant l'été, en considération de la qualité de vie de leurs enfants. Beaucoup ont reconnu qu'il faudrait revenir à des comportements plus stricts à l'automne afin d'éviter une deuxième vague.

Différences hommes-femmes (immigrants de la région du Golden Horseshoe de l'Ontario, jeunes adultes du Québec, jeunes adultes de l'Intérieur de la Colombie-Britannique, jeunes adultes de Calgary, jeunes adultes de la Colombie-Britannique, villes frontalières Ontario-États-Unis, Cantons-de-l'Est du Québec)

De l'avis d'une majorité de participants, les répercussions économiques de la COVID-19 touchaient à peu près également les hommes et les femmes. Ils fondaient cette opinion sur leur impression que les impacts de la pandémie dépendaient non pas tant du sexe que d'autres facteurs, comme les responsabilités familiales ou la situation financière. Les chefs de famille monoparentale passaient pour un sous-groupe particulièrement éprouvé dans ce contexte.

Cela dit, au fil des discussions, les participants ont relevé certaines différences clés entre les conséquences de la COVID-19 chez les hommes et chez les femmes. Ils ont avancé que ces dernières faisaient davantage les frais de la pandémie, car elles étaient souvent les principales responsables des soins aux enfants et avaient tendance à travailler dans des secteurs à prédominance féminine, comme la restauration et l'éducation; or ces secteurs avaient été parmi les premiers à cesser leurs activités dans les semaines qui avaient suivi le déclenchement de la pandémie. Les commentaires laissaient entendre que les hommes étaient généralement moins touchés par la crise. D'après les participants, les hommes étaient plus susceptibles d'avoir continué à travailler, soit parce qu'ils gagnaient le meilleur revenu (dans un ménage biparental), soit parce qu'ils travaillaient dans des secteurs plutôt masculins (comme les métiers ou la construction) restés ouverts tout au long de la pandémie.

Dans l'ensemble, les participants s'entendaient pour dire que le gouvernement fédéral n'avait pas à créer des mesures d'aide expressément destinées aux femmes pendant la période de relance. Ils estimaient plutôt que le soutien de la relance devait viser les personnes les plus frappées par la crise

(p. ex., en fonction de leur secteur d'activité ou de leur type d'emploi) et dont les besoins étaient criants, peu importe le sexe.

Économie (jeunes adultes du Québec, immigrants de la GRM, parents de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec)

Dans trois des groupes de discussion tenus au cours du mois d'août, on a soumis aux participants sept termes possibles pour décrire le type d'économie vers lequel le Canada pourrait tendre, en leur demandant d'en choisir deux :

- Une économie à l'épreuve du temps
- Une économie verte
- Une économie saine
- Une économie moderne
- Une économie résiliente
- Une économie forte
- Solidarité économique

Aucun des éléments de la liste n'a recueilli un net consensus, mais de façon générale les participants penchaient pour la « solidarité économique » et « une économie forte », deux formules qui leur paraissaient être interreliées et se renforcer mutuellement. La solidarité impliquait d'accorder la priorité aux besoins des citoyens et de s'occuper de toutes les couches de la population, en mettant l'accent sur la santé et les emplois, l'unité, la stabilité et la communauté. Les participants voyaient la force de l'économie comme un aspect de la solidarité, mais l'associaient plus directement à la création d'emplois, à une main-d'œuvre diversifiée et à une économie produisant des effets positifs sur la santé des Canadiens. La notion d'une économie « résiliente » leur semblait englober certains attributs associés à d'autres choix, tels que la solidarité, la force et l'adaptabilité. Les jeunes adultes, pour leur part, avaient tendance à privilégier l'idée d'une économie « moderne », « à l'épreuve de l'avenir », « verte » et « saine ». Ces termes trouvaient une résonance particulière chez ces participants qui se souciaient du respect de l'environnement, posé comme une condition indispensable à l'atteinte d'une économie moderne, saine et tournée vers l'avenir.

Soutien financier : Transition de la PCU à l'AE et prestations de la relance (Cantons-de-l'Est du Québec, parents de Vancouver, parents de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec)

Les participants savaient généralement que la Prestation canadienne d'urgence (PCU) touchait à sa fin et que l'assurance-emploi (AE) ainsi qu'une panoplie de nouvelles prestations de relance prendraient le relais. Une proportion sensiblement plus élevée de participants étaient au courant de cette nouvelle dans les groupes tenus vers la fin du mois.

Les participants étaient favorables au maintien de l'aide offerte aux Canadiens qui subissaient les conséquences de la pandémie, et la période d'un an envisagée par le gouvernement leur paraissait

raisonnable. Certains auraient néanmoins préféré, vu la fluidité de la situation, que cette échéance reste indéterminée et soit réévaluée de façon plus au moins régulière.

La question de l'ampleur du soutien financier a suscité des réactions plus partagées. Il ne faisait aucun doute aux yeux des participants que de nombreux Canadiens avaient besoin d'aide financière, mais selon une opinion assez répandue, certaines personnes touchant la PCU n'en avaient pas réellement besoin et une réduction du montant de la prestation encouragerait plus de gens à retourner au travail. Certains pensaient qu'il fallait maintenir le niveau du soutien à 2000 \$ par mois (500 \$ par semaine) jusqu'à ce qu'un vaccin soit disponible. D'autres, plus nombreux, recommandaient d'offrir un niveau de soutien comparable à celui de l'AE traditionnelle. De façon générale, les participants appuyaient la transition à l'AE, y compris les 120 heures de travail accumulées (un seuil jugé toutefois difficile à atteindre dans certaines régions) et les trois nouvelles prestations de la relance : la Prestation canadienne de la relance économique, la Prestation canadienne de relance économique pour proches aidants et la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique.

Les participants s'entendaient sur l'importance de la continuité. Ils considéraient que le versement ininterrompu des paiements était l'aspect primordial de la transition et qu'il ne devrait y avoir aucun vide entre la PCU et ses substituts. En parallèle, les commentaires des participants faisaient état d'une certaine inquiétude concernant la viabilité financière de ces soutiens financiers. Certains participants ont néanmoins relativisé les choses en rappelant que les événements actuels, et les mesures qu'ils exigeaient, étaient sans précédent.

Réouverture des écoles (parents de petites villes, de villes rurales et de villes du Nord de l'Ontario, parents de Vancouver, parents de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec)

Les participants se rappelaient peu de détails sur les plans de retour en classe dans leurs localités respectives. Après avoir été mis au courant des plus récentes annonces faites par leur gouvernement provincial, ils ont diversement répondu à la question de savoir s'ils comptaient envoyer leurs enfants à l'école cet automne. Ceux qui avaient répondu par l'affirmative ont expliqué que leur décision correspondait au souhait de leurs enfants ou reposait sur des considérations financières. Dans tous les cas, les participants s'inquiétaient de la sécurité des écoles en temps de pandémie. Ceux qui prévoyaient garder les enfants à la maison s'estimaient capables de gérer le programme d'enseignement, disposaient du temps nécessaire et n'étaient pas convaincus que leur province parviendrait à rendre les écoles sécuritaires à temps pour le début de l'année scolaire.

Invités à réfléchir aux moyens de rendre les écoles plus sécuritaires, les participants ont proposé les idées suivantes (de la plus souvent à la moins souvent mentionnée) :

- De plus petites classes;
- Plus de financement pour le personnel enseignant et les matériels d'enseignement;
- Plus de temps (certains participants préconisaient de repousser la rentrée pour donner le temps aux éducateurs de créer des espaces d'apprentissage sûrs);
- La vaccination — la seule vraie solution, d'après certains;

- L'embauche de psychologues pour aider les enfants à gérer le stress lié à la pandémie et à l'école;
- Plus de stations de lavage des mains (et non seulement du désinfectant);
- Plus d'explications au sujet des protocoles de sécurité et d'hygiène.

Interrogés explicitement sur le rôle que pourrait jouer le gouvernement du Canada pour contribuer à rendre les écoles plus sûres, les participants ont surtout recommandé la prestation d'un soutien financier aux parents. Certains craignaient pour leur stabilité financière si jamais leurs enfants tombaient malades et ramenaient le virus à la maison, mettant en jeu leur santé et leur emploi. En outre, les participants pensaient qu'un financement supplémentaire aiderait les parents qui souhaitaient faire l'école à la maison à être plus efficaces.

Dans le groupe de parents de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, on a informé les participants de l'annonce par le gouvernement fédéral d'un financement de deux milliards de dollars pour aider les provinces et les territoires à assurer aux enfants une rentrée sécuritaire. Tout en exprimant leur reconnaissance, les participants avaient l'impression que ce montant ne permettrait pas à toutes les écoles du pays d'apporter les changements voulus pour être considérées comme sécuritaires par les parents.

Centres d'hébergement et de soins de longue durée (Cantons-de-l'Est du Québec)

Dans l'ensemble, les participants n'ont pas eu de mal à se remémorer des nouvelles récentes, aussi bien positives que négatives, au sujet des centres d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD). Lorsqu'on leur a posé la question directement, beaucoup ont affirmé que le gouvernement du Canada pourrait mieux soutenir les résidents et le personnel des CHSLD, notamment en facilitant l'embauche de personnel afin d'améliorer la qualité de vie des résidents et en s'impliquant plus directement dans l'établissement de normes nationales pour ces établissements, en particulier des normes de soins acceptables. Presque tous les participants reconnaissaient que l'adoption de normes de soins explicites et exécutoires était plus importante que l'octroi de fonds supplémentaires. Certains ont toutefois mentionné que cet enjeu était du ressort provincial plutôt que fédéral.

Évaluation de publicités sur la COVID-19 destinées aux jeunes (jeunes adultes de l'Est de l'Ontario, jeunes adultes du Québec, jeunes adultes de l'Intérieur de la Colombie-Britannique, jeunes adultes de Calgary, jeunes adultes de la Colombie-Britannique, aînés de petites villes et de villes de taille moyenne des Prairies, parents de petites villes, de villes rurales et de villes du Nord de l'Ontario)

Scénarimages et bannières des concepts (jeunes adultes de l'Est de l'Ontario, jeunes adultes du Québec, jeunes adultes de l'Intérieur de la Colombie-Britannique, jeunes adultes de Calgary, jeunes adultes de la Colombie-Britannique)

Au début du mois, des groupes de jeunes adultes de partout au Canada ont été invités à visionner trois concepts publicitaires différents, lesquels comprenaient des scénarimages, ainsi que les bannières qui les accompagnent. Ces publicités visent à rappeler aux jeunes adultes que le fait de participer à des

fêtes et à des rassemblements peut faciliter la propagation de la COVID-19 et que cela représente un risque non seulement pour eux-mêmes, mais aussi pour leur entourage. Pendant tout le mois, et en tenant compte des réactions et des commentaires des participants des groupes précédents, certains des concepts ont été peaufinés et mis à jour.

Au début du mois, trois concepts ont été testés (voir les Conclusions détaillées et l'annexe pour consulter tous les concepts), dont certains comportaient une variante ou une version substitutive. Pendant la poursuite des tests, le concept 1 (et une autre version, le concept 1A) est celui qui a obtenu le plus de succès auprès des participants.

Ce concept fonctionne bien pour plusieurs raisons. Les participants ont répondu positivement à l'utilisation de paillettes colorées, laquelle constitue une technique créative et une métaphore efficace pour illustrer la facilité avec laquelle la COVID-19 se propage. Dans l'ensemble, ce concept, et plus particulièrement son message principal qui consiste à limiter les interactions sociales et à ralentir la propagation du virus, a été perçu comme étant clairement communiqué et allant droit au but. La variante (concept 1A) a elle aussi trouvé une résonance particulière auprès des jeunes adultes peu préoccupés par leur propre vulnérabilité à la COVID-19, mais craignant l'effet d'une transmission du virus aux membres de leur famille et à ceux qui leur sont chers. Plusieurs participants ont trouvé que ce concept revêtait une pertinence particulière auprès d'un public plus jeune, mais certains étaient d'avis que le public visé pourrait aussi englober les parents et des adultes plus âgés.

Concepts vidéo (aînés de petites villes et de villes de taille moyenne des Prairies, parents de petites villes, de villes rurales et de villes du Nord de l'Ontario)

Plus tard dans le mois, les participants ont pu visionner les premières ébauches de la publicité vidéo de 15 secondes fondée sur le concept 1. Dans l'ensemble, les réactions à l'égard des deux vidéos montrées aux participants ont été très positives. La plupart d'entre eux ont rapidement compris l'utilisation de paillettes colorées pour refléter la transmission du virus, bien que cette évocation ait semblé plus claire dans une vidéo que dans l'autre. Les participants ont également apprécié le fait que la vidéo souligne la manière dont le virus pouvait demeurer sur les vêtements et d'autres objets pendant un certain temps, un message qu'il était important de mettre de l'avant, selon certains, dans le cadre des efforts de sensibilisation. Si les deux groupes de participants (les aînés et les parents) à qui on a montré ces courtes vidéos ne constituaient pas le principal public cible de cette campagne de publicité, le message central, ainsi que l'approche, a néanmoins trouvé un écho parmi eux.

Approche du Canada (Intérieur de la Colombie-Britannique)

Après avoir présenté aux participants une image décrivant l'approche globale du gouvernement du Canada à l'égard de la COVID-19 (figurant dans les Conclusions détaillées et l'annexe), on leur a demandé de nous livrer leurs commentaires au sujet du titre et de l'information fournie. Le titre « La vie avec la COVID-19 » a été interprété à tort comme indiquant que les informations contenues dans l'infographie étaient principalement destinées aux personnes directement affectées par le virus, en particulier celles qui avaient reçu un résultat de test de dépistage positif ou se rétablissaient après avoir été contaminées par le virus. Même les personnes qui ont interprété le titre plus largement ont

exprimé des préoccupations à l'égard du ton, qu'elles ont trouvé trop négatif. Pour ces participants, le titre semble suggérer que les Canadiens auraient à vivre avec la COVID-19 au lieu de se rétablir et de retourner à une économie forte, saine et dynamique. Ce positionnement, jumelé au fait que la majeure partie du contenu manquait de clarté et de pertinence pour les participants, a eu tendance à entraîner un effet négatif sur leur compréhension de l'information ou de l'objectif global. Sur une note plus positive, toutefois, plusieurs participants ont indiqué que la série de neuf éléments figurant la partie inférieure du document constituait ce qui avait suscité leur plus grand intérêt, particulièrement l'élément faisant référence à une « capacité d'alerte précoce et d'intervention rapide ». Ces informations ont pour leur part piqué la curiosité des participants, étant tangibles et plus pratiques pour eux.

Partie II : Autres enjeux

Objectif du gouvernement (immigrants de la région du Golden Horseshoe de l'Ontario, jeunes adultes du Québec, jeunes adultes de l'Intérieur de la Colombie-Britannique, jeunes adultes de Calgary, jeunes adultes de la Colombie-Britannique, villes frontalières Ontario–États-Unis, immigrants de la GRM)

Lorsqu'on leur a demandé s'ils connaissaient l'expression « gouvernement activiste », la plupart des participants semblaient perplexes et avaient des opinions variées sur ce que fait ce type de gouvernement — de la lutte pour les droits des minorités et les causes sociales, à un gouvernement plus autoritaire ou qui prend des positions extrêmes sur le plan politique. La confusion est demeurée tout au long de la conversation qui a suivi, alors que nous avons tenté de savoir si les participants avaient l'impression que le gouvernement du Canada était activiste. Bien que certains étaient de cet avis, invoquant l'aide financière durant la pandémie comme indice d'un gouvernement proactif, flexible et offrant son soutien, d'autres avaient l'impression qu'il n'en faisait pas assez pour qu'on le qualifie d'activiste. Malgré la confusion initiale entourant ce concept, la majorité des participants s'est entendue pour dire que dans le contexte particulier de la COVID-19, il serait souhaitable d'avoir un gouvernement plus activiste.

Emploi jeunesse (jeunes adultes du Québec, jeunes adultes de l'Intérieur de la Colombie-Britannique, jeunes adultes de Calgary, jeunes adultes de la Colombie-Britannique, villes frontalières Ontario–États-Unis)

Dans les cinq groupes, dont quatre étaient composés exclusivement de jeunes adultes, les participants ont reçu de l'information sur la Garantie pour la jeunesse de l'Union européenne.

Lorsque nous leur avons demandé quelles seraient leurs réactions si le Canada adoptait une approche similaire, la plupart des participants ont réagi favorablement. Selon eux, un tel programme aiderait les jeunes adultes à se trouver un emploi et à orienter leur carrière (un obstacle auquel ils font face à l'heure actuelle). Il contribuerait également à valoriser l'éducation postsecondaire en garantissant un

emploi aux diplômés. Dans l'ensemble, les participants étaient d'avis que le programme aurait un impact positif à trois niveaux — individuellement (pour eux-mêmes ou d'autres jeunes adultes), pour les entreprises et surtout, pour l'économie canadienne, en diminuant le taux de chômage et le nombre de bénéficiaires de l'assurance-emploi.

Par ailleurs, les participants avaient des interrogations et des préoccupations au sujet d'un tel programme, notamment pour ce qui est du financement, de la mise en place et des critères d'admissibilité. Certains ont émis des réserves en ce qui concerne la perte d'emplois peu rémunérés et moins recherchés qui sont habituellement comblés par ce segment démographique.

Tarifification du carbone (villes frontalières Ontario-États-Unis, immigrants de la GRM, aînés de petites villes et de villes de taille moyenne des Prairies)

Avant qu'on les interroge sur le sujet, les participants étaient peu familiarisés avec les plans de lutte contre le changement climatique du gouvernement du Canada et l'enjeu global. Une discussion en profondeur et des renseignements supplémentaires ont permis aux participants de prendre position et ceux-ci ont exprimé leur accord pour l'utilisation d'instruments économiques, comme la tarification du carbone, pour appuyer ce plan. Au fur et à mesure de la discussion, il est devenu évident que les liens entre la tarification du carbone et les taxes sur l'essence tendaient à affaiblir le soutien envers cette initiative. Nous avons également constaté que les attitudes variaient selon les régions ; dans les Prairies, les participants étaient plus nombreux à affirmer que la région en faisait suffisamment pour lutter contre le changement climatique, les fermes étant perçues comme des puits de carbone.

Immigration (immigrants de la région du Golden Horseshoe de l'Ontario, immigrants de la GRM, Intérieur de la Colombie-Britannique)

Si pour bon nombre de participants, l'immigration offre un avantage net pour le Canada, la plupart ont jugé préférable de la mettre de côté en attendant la reprise économique et la création de nouveaux emplois qui viendront, une fois que la pandémie sera derrière nous. Les participants ont reconnu que les immigrants possédaient des compétences indispensables et qu'ils venaient combler les pénuries de main-d'œuvre dans le secteur de la santé, en plus de contribuer à l'élargissement du réseau canadien de partenaires économiques et à l'augmentation des débouchés pour un grand nombre d'entre eux. Malgré tout, plusieurs participants sont demeurés sur leur position en réitérant qu'il serait injuste d'accueillir des immigrants au Canada en ce moment, compte tenu de l'incertitude qui touche le marché de l'emploi et les contraintes financières qui pourraient s'ensuivre.

Cette attitude a teinté les opinions concernant le volume d'immigrants qu'il conviendrait d'accueillir au Canada dans la prochaine année. Le nombre de 350 000, qui correspond au niveau moyen annuel d'immigration des dernières années, a été jugé trop élevé, compte tenu de la lenteur de la reprise économique. Par ailleurs, certains ont suggéré que le maintien ou l'augmentation de ce niveau permettrait d'accélérer cette reprise, malgré les réserves émises par plusieurs qui ont suggéré de diriger les immigrants à l'extérieur des grands centres urbains du Canada, pour ne pas exercer de pression supplémentaire sur les prix des logements dans ces régions.

Indépendamment des opinions concernant le niveau d'immigration approprié, pratiquement tous les participants étaient d'accord pour assurer la protection des immigrants et des Canadiens tout au long du processus d'immigration, en imposant une quarantaine stricte à l'arrivée au Canada et des tests routiniers de dépistage de la COVID-19, et des mesures plus rigoureuses de contrôle pour s'assurer que les immigrants ont les moyens financiers de subvenir à leurs besoins et de couvrir leurs soins médicaux de base dans les mois suivant leur arrivée.

Interrogés à ce sujet, la plupart des participants avaient entendu parler du Programme des travailleurs étrangers temporaires. Les avis étaient toutefois partagés. Bien que certains étaient favorables au programme parce qu'il permet de combler les pénuries de main-d'œuvre dans certains secteurs et industries, d'autres craignaient les conditions de travail non éthiques (comme un salaire en deçà du salaire minimum) mises en place par certains employeurs qui participent au programme. Malgré les avis partagés, la plupart des participants ont accueilli favorablement l'idée de créer un processus qui permettrait aux travailleurs étrangers temporaires d'obtenir le statut de résident permanent canadien, croyant que leur expérience antérieure au Canada faciliterait l'intégration des immigrants dans la société canadienne.

De plus, pratiquement tous les participants étaient d'accord avec le retour au Canada des étudiants étrangers afin qu'ils puissent terminer leur année scolaire, pourvu que des mesures de sécurité rigoureuses contre la COVID-19 soient appliquées. Pour les participants, ce groupe apporte des avantages essentiels sur le plan économique, à la fois comme étudiants qui payent des frais de scolarité et comme nouveaux arrivants sur le marché du travail, en acquérant les compétences requises pour intégrer la population active canadienne une fois leur diplôme obtenu.

Bien que la majorité des participants étaient favorables à l'idée de venir en aide aux réfugiés, ils étaient également hésitants à les accueillir en ce moment. Certains ont invoqué le manque d'emplois et les ressources financières nécessaires pour recevoir et aider les réfugiés durant la transition vers leur nouvelle vie au Canada.

Les participants devaient examiner plusieurs messages sur l'immigration que le gouvernement du Canada pourrait diffuser, et on leur a demandé d'en choisir jusqu'à deux qui représentaient les meilleures raisons pour accueillir des immigrants au Canada. Bien que les réponses variaient légèrement d'un groupe à l'autre, dans l'ensemble, l'énoncé qui semblait interpeller le plus les participants était « le Canada a une histoire d'immigration, et c'est grâce à l'immigration que le Canada est aujourd'hui un pays si prospère ». Les participants ont réagi positivement à l'idée que les immigrants avaient contribué à bâtir le Canada.

Services de police contractuels (immigrants de la région du Golden Horseshoe de l'Ontario, jeunes adultes de l'Intérieur de la Colombie-Britannique, jeunes adultes de Calgary, jeunes adultes de la Colombie-Britannique, villes frontalières Ontario–États-Unis, aînés de petites villes et de villes de taille moyenne des Prairies)

La majorité des participants n'étaient pas familiarisés avec le concept de « services de police contractuels ». Après avoir reçu des explications, les participants étaient divisés à savoir s'il s'agissait

d'une bonne ou d'une mauvaise idée. De façon générale, ceux en faveur des services de police contractuels croyaient qu'il s'agissait d'une utilisation acceptable des ressources de la GRC et une façon de s'assurer que toutes les collectivités, indépendamment de leur taille ou leur capacité de payer, aient accès à des services de police. D'autres privilégiaient toutefois les services de police locaux pour s'assurer que ceux-ci comprennent mieux et partagent les préoccupations et les enjeux de la population locale. D'autres étaient inquiets à l'idée que les services de police contractuels créent de multiples paliers de services de police au sein d'une collectivité, faisant ressortir la confusion parmi les participants quant au rôle de la GRC dans les collectivités qui font appel à ses services.

Opioïdes (parents de Vancouver, Intérieur de la Colombie-Britannique)

À Vancouver et à l'Intérieur de la Colombie-Britannique, presque tous les participants étaient au courant de la crise des opioïdes. Selon eux, le mot « crise » décrit parfaitement la situation, qui est grave et qui ne cesse de se détériorer. Certains ont mentionné le nombre élevé de décès récents attribuables aux opioïdes dans leur province et plusieurs ont affirmé avoir été témoins des effets de cette crise dans leurs collectivités. Les participants ont invoqué plusieurs causes possibles, notamment les problèmes de santé mentale, les drogues très puissantes qu'on mélange de plus en plus à d'autres produits chimiques, et une chaîne d'approvisionnement corrompue.

Les participants ont fait des suggestions quant à ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour lutter contre ce fléau :

- Favoriser l'utilisation d'autres médicaments antidouleur, en particulier pour traiter les patients hospitalisés ;
- Prolonger les périodes de désintoxication ;
- Investir des ressources supplémentaires en santé mentale, y compris des travailleurs sociaux et des spécialistes en toxicomanie ;
- Décriminaliser les opioïdes.

La dernière suggestion — décriminaliser les opioïdes — a suscité des réactions mitigées. Certains s'inquiétaient du fait que la décriminalisation ne ferait que rendre les drogues plus accessibles à tous, aggravant du même coup le problème. D'autres s'entendaient pour dire que la décriminalisation, voire la légalisation, contribuerait à réduire les craintes des toxicomanes quant aux conséquences juridiques de la consommation, ce qui les inciterait davantage à demander de l'aide.

Autres actualités et enjeux du gouvernement fédéral (jeunes adultes de l'Est de l'Ontario)

Mis à part les actualités sur la COVID-19, les participants avaient entendu ou lu d'autres nouvelles de la part du gouvernement du Canada ou à son sujet, y compris l'accord de contribution conclue avec l'organisme WE Charity et l'évolution du mouvement Black Lives Matter (BLM), principalement dans les médias sociaux. Les participants étaient d'accord à ce que le gouvernement fédéral prenne des mesures supplémentaires pour lutter contre le racisme.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Date d'octroi du contrat : le 27 juin 2019

Valeur du contrat : 808 684,50 \$
